

déficit du compte courant et de l'importante augmentation des flux d'investissements directs étrangers. Les créances nettes sur l'administration centrale ont, de leur côté, contribué positivement à la croissance de la masse monétaire pour la troisième année consécutive.

Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib (Exercice 2013)

Document 4: les comptes de la nation

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	2010	2011	2012	2013
Valeur ajoutée au prix de base	687 722	742 419	767 730	799 405
Impôts sur les produits nets des subventions	76 309	60 188	59 767	73 386
Importations de biens et services	329 053	390 755	416 311	408 998

Les emplois en biens et services

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	2010	2011	2012	2013
DCFN	571 485	619 270	654 773	689 954
FBCF	?	?	?	?
Δ Stocks	33 251	42 168	33 006	34 893
Exportations de B/S	253 941	285 530	297 170	293 670

Le Revenu National Brut Disponible et son affectation

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	2010	2011	2012	2013
Produit intérieur brut	?	?	?	?
Revenus et transferts nets	40.790	40.617	38.493	49.162
RNBD	?	?	?	?
DCFN	571 485	619 270	654 773	689 954
Epargne nationale brute	?	?	?	?

Source : BANK AL-MAGHRIB - RAPPORT ANNUEL 2013

Document 5

Politique monétaire

Sur le plan opérationnel, Bank Al-Maghrib a augmenté le volume de ses injections, en moyenne, de 62,2 milliards de dirhams en 2012 à 69,6 milliards en 2013, pour répondre à la hausse du besoin de liquidité des Banques. Les interventions ont été opérées essentiellement par le biais d'avances à 7 jours sur appels d'offres, ainsi qu'à travers des opérations de pension à terme plus long et des prêts garantis. Le taux interbancaire, cible opérationnelle de la politique monétaire, est ainsi resté à un niveau proche du taux directeur avec une volatilité en nette baisse d'une année à l'autre.

Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib (Exercice 2013)

Document 6 : les finances publiques

■ Les dépenses ordinaires du budget général de l'Etat :

Dépenses de fonctionnement	188 618,97 millions de DH
Dépenses en intérêts et commissions	28 284,61 millions de DH

■ Les dépenses d'investissement du BGE : 61 392,14 millions de DH

■ Les recettes ordinaires du BGE :

Recettes fiscales	196 937,90 millions de DH
Recettes non fiscales	15 437,64 millions de DH

Source : Loi de finances 2016

Travail à faire : (12 pts)

1	D'après le document 1 : a. De quel type de finance s'agit-il ? b. Relever la typologie des crédits consentis par les banques.	0,5 pt 0,75 pt
2	Selon le document 2 : a. Lire le chiffre en gras souligné. b. Commenter l'évolution du chômage entre le 3 ^e trimestre de 2014 et le 3 ^e trimestre de 2015.	0,5 pt 0,75 pt
3	A partir du document 3 : a. Expliquer l'expression en gras soulignée. b. Commenter l'évolution de la masse monétaire ces dernières années.	0,5 pt 0,75 pt
4	En partant du document 4 : faites les calculs pour les quatre années. a. Calculer le PIB. Justifier votre réponse. b. Calculer, en justifiant votre réponse, la FBCF. c. Calculer le RNBD et déduire l'ENB.	0,75 pt 0,5 pt 0,5 pt
5	Sur la base du document 5 : a. Relever la cible opérationnelle de la politique monétaire. b. Relever les instruments de cette politique.	0,75 pt 0,75 pt
6	A partir du document 6 : a. Calculer et interpréter le solde ordinaire. b. Calculer et interpréter le solde budgétaire. c. Proposer deux solutions logiques pour réduire le déficit budgétaire au Maroc.	0,5 pt 0,5 pt 0,5 pt
7	Synthèse : Dans un contexte de faiblesse de la croissance économique et de fléchissement de la demande intérieure au Maroc, le choix d'une politique monétaire expansionniste devient une nécessité. Dans un développement structuré, analysez les effets positifs et les limites d'une telle politique sur l'économie marocaine. (Exploiter les documents, les réponses aux questions précédentes et les connaissances acquises). N.B : Introduction (0,75 pt) – Développement (2,25 pts) – Conclusion (0,5 pt)	3,5 pts

Dossier 2 : Les stratégies sectorielles et l'ouverture économique du Maroc

Document 1

Evolution des échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne

Au cours de la dernière décennie, les échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne ont connu une amélioration continue, demeurant toutefois à un niveau relativement faible. Ainsi, la part de cette région dans le commerce extérieur du Maroc ressort à 2,6% en 2013, contre 3,8% pour l'Afrique du Nord, 11,9% pour l'Amérique, 18,8% pour l'Asie et 61,6% pour l'Europe.

Les exportations du Maroc vers les pays de la région, ont connu une forte expansion, atteignant 11,6 milliards de dirhams, au lieu de 5,2 milliards en 2009 et 2,2 milliards en 2003. Représentant 6,3% du total des exportations marocaines en 2013, elles ont été destinées principalement aux pays de l'Afrique de l'Ouest, en particulier, le Sénégal avec une part de 17%, la Mauritanie avec 10% et la Côte d'Ivoire et la Guinée avec 8% chacun.

Pour ce qui est des importations, leur montant n'a pas dépassé 2,8 milliards en 2013 et proviennent pour l'essentiel de l'Afrique du Sud et du Nigeria, sous forme notamment de produits énergétiques.

Source : BANK AL-MAGHRIB - RAPPORT ANNUEL 2013 (texte adapté)

Document 2

Le Maroc multiplie les accords de libre-échange

Alors que le Maroc est déjà signataire de 55 accords de libre-échange dans le monde, les autorités entendent poursuivre leur politique d'ouverture en direction de la Mauritanie, de la Communauté des Etats d'Afrique central, du Canada et de l'Amérique latine. L'accord avec l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'ouest attend l'approbation des Etats membres.

S'il y a dix ans, l'Afrique comptait pour seulement 4% des exportations marocaines, sa part aujourd'hui s'élève à presque 10%. En Asie et en Amérique, les débouchés se développent. Et l'Europe représente 65% des exportations, contre 78% il y a dix ans.

Le Maroc commence à récolter les résultats de sa stratégie de promotion des exportations, soutenue par le démantèlement progressif des barrières tarifaires et non tarifaires, le développement des grands axes logistiques et les stratégies de développement sectoriel.

En 2010, les exportations de biens et de service ont crû de 19%. Le taux de couverture est passé de 42,8% à 50%.

Source : African Business, juin-juillet 2011 (texte adapté)

Document 3

L'évolution des IDE dans le monde

L'évolution de l'investissement étranger direct (IED) mondial fait surgir à nouveau un optimisme mesuré. Après une baisse en 2012, l'IED mondial est reparti à la hausse en 2013, les entrées augmentant de 9 % pour atteindre 1 450 milliards de dollars. Selon les prévisions de la CNUCED, les flux mondiaux d'IED pourraient s'élever à 1 600 milliards de dollars en 2014, 1 700 milliards de dollars en 2015 et 1 800 milliards de dollars en 2016, avec des progressions relativement plus marquées dans les pays développés. Toutefois, la fragilité de certains marchés émergents et les risques que font peser des politiques incertaines et des situations régionales instables pourraient encore remettre en cause cette remontée attendue des investissements.

Les pays en développement conservent leur avance en 2013. Les entrées d'IED dans les pays développés ont augmenté de 9 % pour atteindre 566 milliards de dollars, soit 39 % des flux mondiaux, tandis que les entrées d'IED dans les pays en développement ont atteint un nouveau pic, à 778 milliards de dollars, soit 54 % du total mondial. Les 108 milliards de dollars restants sont allés aux pays en transition. Dix des 20 premiers destinataires de l'IED sont aujourd'hui des pays en développement ou des pays en transition.

Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 (texte adapté)

Document 4

Le Plan Maroc Vert

La nouvelle stratégie a été élaborée par un bureau d'études international et porte le nom Plan Maroc Vert (PMV). Le PMV ambitionne de réhabiliter l'agriculture marocaine, la doter des moyens dont elle a manqué et en faire le «principal moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté au Maroc» à l'horizon 2020. Ainsi, cette stratégie vise à créer de 70 à 100 milliards de dirhams du PIB agricole, la création de 1,5 millions d'emplois dans le secteur, et de 2 à 3 fois le revenu agricole pour 3 millions de ruraux.

La prise en compte de l'état des lieux de l'agriculture marocaine avec ses forces et ses faiblesses, de ses enjeux, ont amené les concepteurs du PMV à adopter une approche globale et asseoir la nouvelle stratégie sur deux piliers : investissement social et lutte contre la pauvreté agricole, et développement d'une agriculture moderne.

Source : Une nouvelle stratégie pour l'agriculture marocaine: Le «Plan Maroc Vert», Najib AKESBI, NEW MEDIT N. 2/2012 (texte adapté)

Document 5 :

■ Evolution des échanges extérieurs marocains entre 2012 et 2013.

En millions de dirhams	2012	2013
Importations CAF	357 927	355 985
Exportations FOB	184 885	184 685
Solde commercial	?	?
Taux de couverture en %	?	?

Travail à faire : (7,5 pts)

1	A partir du document 1 : a. le Maroc est-il déficitaire au niveau de ses échanges avec les pays de l'Afrique subsaharienne ? Justifier votre réponse en faisant les calculs nécessaires.	1 pt
2	Sur la base du document 2 : a. Relever la forme d'intégration économique choisie par le Maroc. b. Relever et expliquer la stratégie de développement économique adoptée par le Maroc.	0,5 pt 0,75 pt
3	Sur la base du document 3 : a. Commenter l'évolution des IDE dans le monde entre 2013 et 2016. b. Relever un indicateur de sous-développement.	0,5 pt 0,5 pt
4	En se référant au document 4 : a. Relever la stratégie adoptée par le Maroc pour assurer son développement agricole. b. Quels sont les objectifs de cette stratégie ? c. Exposer les deux piliers de cette stratégie agricole.	0,5 pt 0,75 pt 0,5 pt
5	Sur la base du document 5 : a. Calculez le solde commercial en 2012 et 2013. Interpréter les résultats obtenus. b. Calculer le taux de couverture. Interpréter les résultats obtenus. c. Commentez l'évolution du commerce extérieur entre 2012 et 2013	1 pt 0,5 pt 1 pt